

Seule la croissance permettra de relever le défi du changement climatique

Par Peter Mandelson*

(*Le Figaro*, 18 décembre 2006)

* Peter Mandelson est membre de la Commission européenne chargé du commerce.

Le commerce et la politique climatique peuvent sembler devoir être des alliés naturels. Les transports, qui représentent la courroie de transmission du commerce moderne, sont, après tout, responsables du tiers des émissions de carbone dans le monde. Il est désormais indispensable d'écologiser les transports et la croissance économique qui en dépend. Ne pourrait-on pas également canaliser la dynamique du commerce en faveur d'une résolution du problème du changement climatique? Je crois que cela est possible. Premièrement, nous devons penser différemment au sujet des changements climatiques et de la compétitivité. À court terme, la réduction des émissions de carbone imposera des frais et une perte de compétitivité pour les sociétés et les particuliers en Europe. Les entreprises et l'industrie feront évidemment pression pour garantir que l'Europe ne soit pas beaucoup trop en avance par rapport à ses concurrents. Nous savons cependant que le train du changement climatique ne peut pas se permettre d'avancer à la vitesse du wagon le plus lent. Nos intérêts à long terme nous obligent à changer, mais il est probablement dans notre intérêt économique immédiat d'être les premiers à le faire. L'Europe a un avantage comparatif dans les technologies permettant de traiter la crise climatique. Les entreprises européennes doivent voir le changement climatique comme une chance. L'économie de l'Europe repose pour l'essentiel sur des biens et services ne faisant pas l'objet d'échanges internationaux. Cependant, nous devons entraîner les autres à notre suite. La Chine deviendra le plus gros émetteur de CO₂ dans les prochaines années et l'Inde, avec son milliard d'habitants, ne sera pas loin derrière. Nous sommes confrontés au défi pressant de rendre la croissance durable pour la planète. Cela implique d'adopter des versions plus propres des technologies actuelles, mais aussi des types de technologie énergétique qui rompent entièrement le lien entre l'utilisation d'énergie et l'émission de gaz à effet de serre.

C'est là que le commerce peut contribuer à résoudre le problème. Les gouvernements accepteront des cibles d'émission, mais leur atteinte dépendra des technologies dont disposeront leurs industries. Les échanges de droits d'émission peuvent accroître le coût de l'émission des gaz à effet de serre, mais le commerce et le transfert de technologies écologiques parviendront finalement à réduire les émissions. L'une des manières de voir le protocole de Kyoto se fait sous l'angle des investissements et des accords commerciaux. Les investissements et le commerce des services peuvent diffuser l'expérience, les qualifications et les technologies respectueuses du climat dans l'économie mondiale. Les entreprises européennes exportent déjà des parcs éoliens et des panneaux solaires vers la Chine. L'expertise européenne découlant de ce commerce est appliquée par les professionnels locaux et l'industrie locale. Nous pouvons littéralement exporter les instruments et l'expertise nécessaires au traitement du changement climatique. Il découle du protocole de Kyoto l'obligation de créer un marché mondial ouvert des technologies environnementales, permettant aux technologies et investissements écologiques de circuler plus librement. Il convient dans la mesure du possible de supprimer ou de réduire les règles nationales restrictives en matière d'investissement ou de commerce de services, qui empêchent ce transfert d'expertise et de technologie. La principale manière d'y parvenir est par

l'intermédiaire de l'OMC. Les négociations sur les biens environnementaux dans le cycle de Doha avaient échoué avant même que l'ensemble des discussions ait été suspendu l'été dernier. Ces négociations doivent reprendre. Les membres de l'OMC devraient conclure un accord d'ouverture au marché pour les produits spécifiquement liés au traitement du changement climatique. Ils devraient convenir d'éliminer les droits de douane pour des biens essentiels au traitement du changement climatique tels que les technologies écologiques européennes, les chauffe-eau indiens économes en énergie et les générateurs électriques éoliens chinois. L'Europe recherchera également dans sa prochaine génération d'accords commerciaux bilatéraux des clauses similaires ainsi que de nouveaux engagements et de nouvelles mesures incitatives en matière de développement environnemental durable.

Notre réponse au changement climatique peut être renforcée ou affaiblie en fonction de la politique commerciale qui sera appliquée. Il est parfois envisagé la possibilité d'appliquer des droits de douane spéciaux aux pays qui n'ont pas ratifié le protocole de Kyoto, mais cela serait difficile dans le cadre des règles de l'OMC et presque impossible à mettre en oeuvre pratiquement. Qui en serait la cible? La Chine a ratifié le protocole de Kyoto mais n'a pas d'objectifs, en raison de son statut de pays en développement. Les États-Unis ne l'ont pas ratifié, mais des États comme la Californie ont des politiques ambitieuses en matière de changement climatique. Cela serait également une mauvaise politique. Une approche punitive pour parvenir à une coopération internationale en matière de changement climatique serait politiquement et stratégiquement maladroite et déclencherait une guerre du carbone. Le traitement du changement climatique est un défi international qui impose une coopération internationale. Il serait inefficace d'appliquer des mesures coercitives. Seules des politiques de dialogue, d'incitation et de coopération parviendront à éveiller un sens des responsabilités collectives. Les États européens, du fait qu'ils agissent en tant qu'Union comptant presque 500 millions de personnes et constituant la plus grande économie mondiale, ont suffisamment de poids pour servir d'exemple et attirer d'autres pays à la table de négociation. Ce serait une grave erreur de ne voir les transports et le commerce que comme un élément du problème du changement climatique. Le commerce pourrait bien être le meilleur moyen de garantir que les outils de traitement du problème soient appliqués à bon escient.